

La grippe A (H1N1) atteint l'Amazonie

PARIS – Les premiers cas de grippe A viennent d'être déclarés chez des Amérindiens d'Amazonie a assuré hier un organisme militant pour les peuples indigènes. «Les premiers cas de grippe A viennent d'être déclarés chez des Indiens d'Amazonie, les experts craignent de plus en plus une contagion dévastatrice parmi des peuples qui n'ont aucune immunité contre les maladies extérieures», a souligné l'organisme Survival France dans un communiqué. Sept Indiens matsigenka, qui vivent le long du rio Urubamba en Amazonie péruvienne, sont atteints par le virus, précise l'ONG. «Les peuples indigènes à travers le monde sont particulièrement vulnérables à la grippe A en raison de leur faible immunité», ajoute-t-elle, citant notamment les communautés autochtones du Manitoba, durement touchés par la grippe.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Droit
13-02-09

À VOUS LA PAROLE

De quoi être fiers

Félicitations à toute l'équipe de la Radio communautaire francophone d'Ottawa (RCFO), incluant tous les supporters (lettres, pétitions, auditions).

Nous l'avons eue, notre licence: le 94,5 FM!

L'ACFO d'Ottawa et les autres organismes francophones de la région sont très heureux de cette excellente nouvelle.

Les francophones d'Ottawa ont de quoi être fiers: nos revendications et cris d'alarme se sont fait entendre.

Nous avons gagné cette bataille, parce que nous le méritons! La bataille pour l'obtention de la licence a été une belle occasion pour le CRTC de réapprendre qu'ils devraient — eux aussi — favoriser la francophonie à Ottawa et en Ontario.

Pourtant, nous ne demandons rien de plus que les anglophones, juste un permis pour desservir la population!

Vous voulez entendre parler de votre communauté? Devenez bénévole et nous le ferons ensemble avec la RCFO.

Le Droit
13-02-09

Nicolas Séguin,
Président,
ACFO Ottawa

VOTRE OPINION COMPTE! Le Droit
direction se réserve le droit d'abrégier les documents. Le Droit n.
portant le nom, prénom, adresse et le numéro de téléphone de

L'opposition accuse le gouvernement de créer son plan de lutte « à la pièce »

Le Dwi
13-08-09

Foire d'empoigne sur fond de grippe

MALORIE BEAUCHEMIN

LA PRESSE

Alors que libéraux, bloquistes et néo-démocrates reprochent aux conservateurs, à Ottawa, de n'avoir aucun plan coordonné pour faire face à une possible pandémie de grippe H1N1, la ministre de la Santé, Leona Aglukkaq, accuse l'opposition de faire de la « petite politique » sur un enjeu aussi crucial.

Le gouvernement fédéral a annoncé, hier, qu'il aidera les petites et moyennes entreprises à se préparer à une éventuelle pandémie de grippe H1N1, qui pourrait survenir dès cet automne.

Ottawa octroie ainsi 926 000 dollars au Centre international pour les maladies infectieuses, de Winnipeg, pour qu'il développe des outils et des stratégies de communication afin d'inciter les PME à se doter d'un plan en cas de pandémie, notamment pour s'assurer de maintenir leurs opérations même si plusieurs employés sont absents.

La ministre de la Santé, Leona Aglukkaq, a dévoilé cette nouvelle mesure lors de sa conférence de presse hebdomadaire sur la progression du virus au pays, après avoir annoncé, la semaine dernière, l'achat de 50 millions de doses de vaccins contre la grippe H1N1.

« Nous travaillons très fort pour



LA PRESSE CANADIENNE

La ministre Leona Aglukkaq s'est pliée aux questions du comité permanent de la Santé, aux Communes, hier après-midi. Elle a toutefois déploré que ses adversaires fassent « de la petite politique » avec la lutte à la grippe H1N1.

coordonner les actions de chaque province et territoire avec celles du gouvernement fédéral », a dit la ministre Aglukkaq, avant d'ajouter que serait présentée, la semaine prochaine, une stratégie pour les écoles du Canada.

L'opposition sceptique

Rien pour convaincre les partis

de l'opposition à Ottawa qui, inquiets, avaient convoqué d'urgence le comité permanent de la Santé aux Communes, hier après-midi.

« On se rend compte que ce sont des annonces à la pièce. On a parlé d'antivirus et de vaccin la semaine dernière, cette semaine c'est de l'aide pour les PME. Et

on vient d'apprendre qu'il y aura une stratégie pour les écoles, a souligné le porte-parole du Bloc québécois en matière de santé, Luc Malo. On ne voit pas la stratégie globale et c'est important parce qu'on veut que nos gens soient en sécurité. »

La critique du Parti libéral, Carolyn Bennett, s'est quant à

elle insurgée de voir la ministre quitter promptement la rencontre du comité de la Santé, sans que des questions fondamentales, comme l'aide aux communautés autochtones, n'aient été abordées.

« Lorsqu'on se promène dans le pays, on voit qu'il y a un gouffre entre le degré de préparation et de confiance qu'ont les gens sur le terrain et ce que la ministre nous dit, particulièrement chez les Premières Nations », a dit M^{me} Bennett, réclamant davantage de réponses.

« Ça ne nous donne pas l'impression que ce gouvernement a un plan national coordonné, mis sur pied avec les provinces et les territoires, et qui est prêt à être implanté à tout instant », a quant à elle estimé la députée du NPD, Judy Wasylycia-Leis.

La ministre Aglukkaq s'est prêtée au jeu de se présenter en comité pour répondre aux questions des députés, mais elle a jugé cette rencontre non nécessaire, — affirmant informer régulièrement l'ensemble des partis —, voire contre-productive, parce qu'elle prive les experts et intervenants qui comparaisaient d'un temps précieux de planification avant l'automne.

« Ils n'ont pas besoin de faire de la petite politique », avait lancé la ministre en matinée à l'égard de ses adversaires politiques.

en solde
tout simplement

jusqu'à
8 500\$
de rabais



cyberpresse.ca

LeDroit
en version intégrale
sur votre ordi

**2 SEMAINES
D'ESSAI
GRATUIT**



Publié le 12 août 2009 à 22h05 | Mis à jour le 12 août 2009 à 22h08

La députée Stéphanie Vallée lance la stratégie jeunesse du gouvernement Charest

2,4 millions \$ pour les jeunes en Outaouais



La députée de Gatineau, Stéphanie Vallée, lance la stratégie jeunesse.
Patrick Woodbury, LeDroit



Charles Thériault
Le Droit

Le gouvernement du Québec dépensera 2,4 millions \$ en cinq ans pour les projets mis de l'avant par les jeunes de l'Outaouais.

La députée de Gatineau et adjointe parlementaire au premier ministre Jean Charest pour les dossiers jeunesse, Séphanie Vallée, a lancé hier, à Gatineau, la Stratégie d'action Jeunesse 2009-2014 de son gouvernement. Mme Vallée a indiqué que plusieurs projets ont vu leur financement reconduit ou augmenté.

Ainsi, les mesures de soutien à l'autonomie assurées par les Centre Jeunesse et les programmes de qualification des jeunes vivant dans les Centres Jeunesse, seront

maintenus. De plus, les programmes de développement de l'esprit d'entreprise et de création d'entreprises par les jeunes seront maintenus.

Carrefour Jeunesse Emploi

« Ces mesures sont encore plus importantes maintenant car dans plusieurs régions, le développement économique passe par la création de petites et moyennes entreprises. Les nouvelles idées sont nécessaires pour se relever de la crise de l'industrie forestière qui affecte une grande partie de mon comté et tout l'Outaouais rural », a déclaré la députée de Gatineau.

La stratégie jeunesse laisse aussi une place au Carrefour Jeunesse Emploi, une institution créée en Outaouais

mais présente dans tous les coins du Québec. Le Carrefour Jeunesse Emploi a monté un programme à l'intention des 16-17 ans afin de leur aider à se bâtir un « parcours de vie constructif » en travaillant sur la confiance en soi. Elle comprend également une aide au programme Place aux jeunes qui s'adresse aux jeunes qui pourraient être intéressés à s'établir dans les régions plus éloignées ou moins connues. Chaque année, Place aux Jeunes organise des visites de différents coins du Québec afin d'intéresser les étudiants à s'établir dans ces régions. « Nous voulons aussi lutter contre le décrochage scolaire et nous réalisons que ce combat est l'affaire de tous », a ajouté Mme Vallée.

Parmi les projets mis de l'avant par des jeunes et soutenus par les programmes gouvernementaux, on retrouve celui de l'auberge de jeunesse qui ouvrira ses portes dans la région de la Petite-Nation, cet automne.

D'ailleurs le développement récréotouristique est une voie d'avenir pour la diversification économique de l'Outaouais rural selon Mme Vallée et les jeunes ont un rôle très important à jouer dans ce domaine.

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



Ottawa aura sa radio communautaire francophone



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 13 août 2009 à 0:18

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Après cinq années de travail acharné, les promoteurs du projet de la Radio communautaire francophone d'Ottawa (RCFO) peuvent finalement dire mission accomplie. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a finalement accepté d'accorder une fréquence de radiodiffusion à la RCFO. Il a rendu sa décision mardi matin, dans un document de plus de 25 pages.

«Nous avons la confirmation que notre objectif était bon. Nous allons enfin avoir notre radio communautaire francophone à Ottawa avec des émissions d'ici, pour les gens d'ici et par des gens d'ici», s'est exclamé le président de la RCFO, Lucien Bradet.

Interrogé à savoir qu'est-ce qui a fait changer la décision en leur faveur, M. Bradet a expliqué que l'aspect de la protection des minorités a probablement joué gros dans la décision. «Nous avons peaufiné notre plan d'affaire et notre présentation, mais notre demande est demeurée essentiellement la même», a noté Lucien Bradet.

Le ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, James Moore, avait ordonné au CRTC de revoir sa décision, en novembre dernier, alors que la RCFO s'était vu refuser une fréquence, en août 2008.

Le CRTC avait invoqué le fait que l'analyse financière n'était pas convaincante et que la station de radio était non viable financièrement. La RCFO avait alors porté la décision en appel, invoquant le non respect de la Loi sur les langues officielles.

94,5 FM

La station diffusera au 94,5 FM et la RCFO prévoit entrer en ondes au cours du premier trimestre de 2010. La RCFO devra toutefois soumettre une modification à sa demande pour l'utilisation d'une fréquence autre que la 101,7 MHz, pour laquelle elle avait initialement fait la demande auprès du CRTC.



L'avocat Daniel Boivin et secrétaire-trésorier, le président de la RCFO, Lucien Bradet, ainsi que l'ancien président, Denis Boucher. Photo : Étienne Ranger

La RCFO, qui au départ ne souhaitait pas obtenir cette fréquence, considérant que l'utilisation serait plus dispendieuse et résulterait en une perte d'auditoire, a finalement approuvé cette option à la suite de tests qui ont permis de conclure que le 94,5 pouvait être utilisé.

La RCFO bénéficiera également d'une aide financière d'environ 900 000\$ de la part d'Astral Media et du groupe de Frank Torres étant donné que les coûts d'exploitation du 94,5 MHz sont plus élevés que ceux de son projet initial. Les fréquences 99,7 MHz et 101,9 MHz ont respectivement été octroyées à Astral et Torres.

La RCFO pourra potentiellement rejoindre au-delà d'un million d'auditeurs, dont 400 000 francophones, des deux côtés de la rivière des Outaouais.



**4 PROGRAMMES
DU COLLÈGE LASALLE
OFFERTS EN LIGNE**



**COMMERCIALISATION DE LA MODE - DESIGN D'INTÉR
TECHNIQUES DU MULTIMEDIA - ADJOINT ADMINISTR**

INSCRIPTIONS EN COURS

cyberpresse.ca

LeDroit
en version intégrale
sur votre ordi

**2 SEMAINES
D'ESSAI
GRATUIT**



Publié le 12 août 2009 à 23h13 | Mis à jour le 12 août 2009 à 23h16

Pour la région de la capitale fédérale, les Fêtes sont un moyen de bonifier l'offre touristique

Des festivals à l'ombre du parlement



En plus de la Colline parlementaire et des musées, la région peut compter sur des festivals comme le Bluesfest pour attirer des visiteurs.
Patrick Woodbury, LeDroit



Catherine Lamontagne
Le Droit

La mésentente entre les villes de Québec et de Montréal à la suite du changement de calendrier des FrancoFolies est venue rappeler l'importance des retombées économiques des festivals pour ces deux municipalités.

Une réalité bien différente dans la région de la capitale nationale où les festivals ne sont qu'un aspect parmi plusieurs de l'industrie touristique.

« On utilise les festivals pour attirer les gens ou pour garder les touristes dans la région. Il y a seulement quelques festivals comme Bal de neige ou le Festival des tulipes pour lesquels les gens viennent spécifiquement dans la région.

« Les autres événements permettent de garder les touristes dans la région plus longtemps mais ne les attirent pas à venir chez nous nécessairement », indique Jantine Van Kregten, directrice des communications à Tourisme Ottawa.

« Les festivals et les événements ont une place importante en Outaouais. Ils viennent bonifier l'offre touristique de la région et rendent l'expérience du visiteur beaucoup plus intéressante. Souvent, la tenue d'un festival nous permet de garder un touriste une ou deux nuits de plus », ajoute Louise Boudrias présidente du comité exécutif de Tourisme Outaouais.

Sans nier l'importance des festivals dans la région d'Ottawa-Gatineau, les gens de l'industrie du tourisme admettre ne pas placer tous leurs espoirs en ceux-ci pour attirer les touristes. Les musées, les édifices gouvernementaux et les activités en plein air sont les raisons principales pour lesquelles les touristes viennent à Ottawa et les festivals ne viennent que bonifier cette offre selon Tourisme Outaouais et Tourisme Ottawa.

« Dans notre publicité, on met l'emphase sur ce que la région a à offrir en premier lieu. Toutefois, on remarque que lorsque les gens réservent un forfait, ils vont nous demande d'ajouter un événement ou un festival à leur séjour », indique Mme Boudrias.

Des retombées indirectes

Selon une étude menée par la Ville Gatineau en 2007, 27 % des festivaliers étaient des touristes. Une étude similaire réalisée à Ottawa en 2003 révélait que 23 % des participants aux festivals provenaient de l'extérieur de la région. Les retombées économiques liées aux festivals étaient estimées à 94 millions \$ à Ottawa. Cette somme est inconnue à Tourisme Outaouais.

« Les festivals sont un moteur important de l'économie par leurs retombées économiques directes mais surtout indirectes. Par exemple, quelqu'un qui va au Festival de montgolfières ira peut-être au musée ou au casino. La même personne ira à l'épicerie et dormira probablement dans un hôtel de la région. Les festivals permettent aussi la création et la sécurisation d'emploi », souligne Éric Boily, chef de la division des Fêtes et des festivals à la Ville de Gatineau.

Les Villes d'Ottawa et de Gatineau investissent respectivement 1,2 million \$ et 1 million \$ annuellement dans les festivals de la région. Ces sommes sont données en argent mais aussi sous forme de service pour permettre aux événements de bien accueillir les festivaliers.

« À Gatineau, on donne habituellement 50 % de la somme en argent et le reste en service. Sans ces sommes, il est évident que plusieurs événements ne pourraient pas avoir lieu. Il est important pour la Ville de s'impliquer dans les festivals car il s'agit d'événements porteurs d'identités. Les gens de l'extérieur viennent ici pour visiter une attraction et trouvent que ça bouge », indique M. Boily.

Les Villes de Gatineau et d'Ottawa financent respectivement une vingtaine de festivals. À Ottawa, le Festival international de musique de chambre est celui ayant reçu la subvention la plus importante en 2009 soit un montant de 140 000 \$.



Femmes violentées à l'école d'auto-prise en charge

par **Georges Tamba**

[Voir tous les articles de Georges Tamba](#)

Article mis en ligne le 13 août 2009 à 0:09

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Trop de larmes coulent sur les visages des femmes à Ottawa. Des statistiques témoignent qu'un nombre important de femmes de la capitale nationale ont subi de la violence familiale. La Cité collégiale veut mettre son expertise à contribution pour désarmer la violence au foyer. Début septembre, ce collège dispensera à une douzaine de femmes victimes de violence familiale une formation gratuite dans plusieurs domaines. «Cette formation est prévue pour une durée d'un an. Elle est destinée aux femmes qui ont été victimes d'actes de violence familiale ou qui sont susceptibles de l'être», a expliqué la coordonnatrice du programme, Linda Tomlin.

La session «offerte par le gouvernement» débutera le mercredi 2 septembre dans les locaux du principal collège francophone d'Ottawa, a-t-elle précisé. «Le gouvernement veut offrir à ces femmes la possibilité de bien s'informer pour qu'elles soient en mesure de refaire leur vie et de se prendre en charge», a ajouté Mme Tomlin.

Plusieurs programmes sont disponibles pour surmonter les capacités naturelles de ces femmes. Elles apprendront le secrétariat administratif, l'art culinaire, le soutien technique en informatique, l'aide en alimentation, les soins esthétiques, l'administration de commis de bureau, les services de soutien personnels, la gestion de projet et bien d'autres notions pour qu'elles fonctionnent, qu'elles se débrouillent».

La formation sera organisée en partenariat avec le Centre des ressources de l'Est d'Ottawa (CREO) et la Maison de l'amitié. «Nous sommes enchantés d'être associés à ce programme pour donner un coup de main dans un domaine où il y a beaucoup de demande», a commenté Isabelle N. Miron, gestionnaire de programme au CREO.

Dans un rapport publié en mai 2009 et intitulé *À l'abri des regards : prévalence de la violence faite aux femmes à Ottawa*, la Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes (COCVFF) indique qu'en 2007, le Service de police d'Ottawa (SPO) a répondu à 1372 appels liés à la violence familiale où des accusations ont été portées ou des mandats requis. Selon le même document, de janvier à septembre 2008, le SPO a répondu à 1068 cas similaires. De ces 2440 cas de violence conjugale, souligne le rapport, 2168 hommes ont été accusés, ce qui représente 89% de tous les cas de violence familiale. Ce taux est plus élevé que la moyenne nationale de 83%, selon les chiffres de 2008 de Statistique Canada.

C. difficile outbreak infects 11 at hospital

CANWEST NEWS SERVICE AUGUST 13, 2009

A Quebec hospital reported a C. difficile outbreak Wednesday and was treating 11 people who had contracted the infection. Another four people hospitalized at the L'hôpital Hôtel-Dieu in Sorel, about 80 kilometres east of Montreal, have died since June, but officials were not yet able to confirm whether they had C. difficile. The deceased patients had other underlying health conditions at the time. A hospital official said the number of cases has been stable for the last 10 days and preventive measures were taken to avoid a spread of the infection at the hospital. C. difficile causes diarrhea, fever, loss of appetite, nausea and abdominal pain or tenderness. In 2006, a major outbreak killed 16 people in St-Hyacinthe, 50 kilometres east of Montreal.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen



Une jeune fille d'Orléans propose de créer une Journée de la santé



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 13 août 2009 à 0:11

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Une jeune fille d'Orléans âgée de 11 ans, Sarah Horton, souhaite implanter une Journée de la santé à Ottawa. Celle-ci a présenté son idée au conseiller municipal Bob Monette et au médecin Isra Levy, récemment, au Centre de services à la clientèle d'Orléans. La jeune fille a eu l'idée de faire cette présentation à la suite du décès de son grand-père. À son avis, les gens devraient porter une attention plus particulière à leur santé, en mangeant mieux et en faisant plus d'exercice, par exemple.

«Il faut que les gens apprennent à manger santé et à faire de l'exercice. Manger santé n'a pas besoin de coûter cher», a indiqué la petite Sarah.

Celle-ci a d'ailleurs elle-même changé ses habitudes alimentaires pour avoir un mode de vie plus sain en remplaçant son dessert du soir par un fruit.

Cette dernière propose d'implanter la Journée santé d'Ottawa au mois de juin afin que les gens laissent de côté leur ordinateur et leur télévision pour aller pratiquer des sports à l'extérieur et prendre l'air. Dans sa présentation, elle propose même que la Ville invite des professionnels de la santé à la retraite pour qu'ils fournissent conseils et informations aux citoyens sur un mode de vie sain. Sarah a été jusqu'à concevoir un logo, une pomme en forme de cœur, et a élaboré un slogan, «Santé pour un jour, santé pour toujours!».

«C'est incroyable qu'une jeune fille ait fait une présentation comme ça. On devrait encourager les jeunes qui prennent des initiatives du genre», a indiqué M. Monette.

Celui-ci a entrepris des démarches auprès de la conseillère Diane Deans, présidente du comité des Services communautaires et de protection, afin que Sarah puisse faire sa présentation devant le comité.



Sarah Horton, 11 ans, entourée du médecin Isra Levy et du conseiller Bob Monette. Ceux-ci ont décerné un certificat d'appréciation à la jeune fille. Photo : Gracieuseté du bureau de Bob Monette

Selon M. Monette, la création d'une Journée de la santé n'est pas impossible et il est toujours en attente d'une réponse de Mme Deans.

Advenant que la Ville d'Ottawa ne soit pas intéressée, Sarah ne compte pas baisser les bras. Elle souhaiterait que la Journée soit reconnue à Orléans.



cyberpresse.ca

Publié le 13 août 2009 à 05h00 | Mis à jour à 05h00

Collège Notre-Dame: Un don de 250 000 \$ d'Hydro-Québec



Exclusif

Hydro-Québec a commencé à donner 50 000\$ par année au collège Notre-Dame (notre photo) l'année dernière. Cette contribution, qui se poursuivra jusqu'en 2012, vise l'amélioration des installations sportives de l'établissement.

Photo: André Pichette, archives La Presse



André Noël

La Presse

Sans tambour ni trompette, Hydro-Québec a décidé de donner 250 000 \$ en cinq ans au collège Notre-Dame, une institution d'enseignement secondaire privée de Montréal. Le porte-parole de la société d'État, François Taschereau, n'a pu donner, hier, aucun exemple d'un don similaire à un collège public.

Le PDG d'Hydro-Québec, Thierry Vandal, est aussi président du conseil d'administration du collège Notre-Dame. Un hasard? «M. Vandal n'a pas participé à la décision d'Hydro-Québec concernant le collège Notre-Dame, puisqu'il est membre du conseil d'administration de cette institution», a assuré M. Taschereau.

Hydro-Québec a commencé à donner 50 000 \$ par année au collège Notre-Dame l'année dernière. Cette contribution, qui se poursuivra jusqu'en 2012, vise l'amélioration des installations sportives de l'établissement, qui en est déjà l'un des mieux pourvus au Québec. Les frais d'inscription annuels dépassent les 3000 \$, si bien que le collège recrute surtout ses élèves dans des milieux aisés.

«Scandaleux»

Ce don de la société d'État scandalise Pierre Saint-Germain, président de la Fédération autonome de l'enseignement, qui regroupe la plupart des syndicats d'enseignants des écoles primaires et secondaires publiques de Montréal et du sud du Québec.

«Hydro-Québec fait usage de fonds publics pour soutenir une entreprise privée déjà subventionnée par l'État, s'insurge-t-il. Les polyvalentes publiques peinent à joindre les deux bouts, et elles ont souvent des installations sportives minimales et bien insuffisantes. Les parents du collège Notre-Dame ont les moyens de faire faire du

sport à leurs enfants. Qu'Hydro-Québec leur vienne en aide alors qu'elle hausse ses tarifs d'électricité pour tous les Québécois, y compris les plus pauvres, est proprement scandaleux.»

Contribution

La nouvelle de la contribution d'Hydro-Québec a paru dans le dernier bulletin de campagne de la Fondation du collège Notre-Dame. En première page du bulletin, Thierry Vandal publie cette déclaration : «Les années passées au collège Notre-Dame ont été déterminantes. Elles m'ont donné une solide formation de base. J'y ai aussi rencontré des personnes hors de l'ordinaire que j'ai la chance de côtoyer encore. C'est ce qui me motive à contribuer aujourd'hui au rayonnement de mon alma mater et au développement des générations futures.»

De quelle contribution parle ici M. Vandal? De la sienne propre ou de celle d'Hydro-Québec? «La contribution de M. Vandal au collège Notre-Dame est sous forme de temps ; il n'a pas contribué financièrement personnellement», a répondu le porte-parole de la société d'État, dans un courriel envoyé à *La Presse*.

«L'objectif de notre commandite est de faciliter l'activité physique chez les jeunes et l'accessibilité à la communauté environnante, le quartier Côte-des-Neiges étant l'un des plus défavorisés à Montréal», ajoute M. Taschereau. Ce dernier a joint à son courriel un communiqué du ministère de l'Éducation daté de 2007, qui annonce une contribution de 800 000 \$ du gouvernement au collège Notre-Dame pour l'aménagement d'un nouveau terrain de soccer-football.

«Le terrain sera également utilisé par les autres ligues de soccer durant les fins de semaine et par les jeunes de l'arrondissement qui participent au camp de jour du collège pendant l'été», indiquait le communiqué.

M. Taschereau n'a pu citer une seule école secondaire publique à laquelle Hydro-Québec aurait fait un don pour l'amélioration de ses installations sportives. «Tout dernièrement, nous avons accepté une autre demande similaire (collège secondaire, facilités sportives, accès à la communauté), mais l'institution en question n'en a pas encore fait l'annonce, a-t-il dit. Je ne peux pas vous dire de quelle institution il s'agit, ni même s'il s'agit d'une institution publique ou privée.»

Il a été impossible de joindre un porte-parole du collège Notre-Dame, hier. De son côté, Pierre Saint-Germain, le président de la Fédération autonome de l'enseignement, estime que la ministre responsable d'Hydro-Québec, Nathalie Normandeau, doit obliger la société d'État à retirer sa subvention au collège. «Ce n'est pas le rôle d'Hydro-Québec de financer les écoles, dit-il. Et encore moins les écoles privées.»

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Private school credit gets a 'P'

By **ANTONELLA ARTUSO**, QUEEN'S PARK BUREAU CHIEF

Last Updated: 13th August 2009, 4:28am

Public school students who pick up individual credits at private schools are going to find a "P" next to those grades on their official transcripts.

Education Minister Kathleen Wynne said anyone looking at the academic records, including universities and colleges, should know that a grade was obtained outside the public system.

An institution or employer could then follow up on the student's mark if the "P" was an issue for them.

"This is not about punishment, this is not about blacklisting," Wynne said yesterday. "This is about making transparent where kids are getting their credits."

Wynne said she was approached by guidance counsellors and parents concerned about the programs offered by some private schools.

While the minister didn't go into detail, published reports have suggested that a few private summer schools may be giving students top marks for lacklustre efforts in exchange for tuition fees.

Wynne said ministry officials are going to take a closer look at what's going on in some of these schools, which can be found across the province but are concentrated in urban centres, such as Toronto.

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved

Pandemic threatens to strain home care in region

Services could be cut back, limited to 'essential' only

BY PAULINE TAM, THE OTTAWA CITIZEN AUGUST 13, 2009

Eastern Ontario's home-care program, already stretched to the limit by a shortage of workers, could be forced to scale back services this fall if a flu pandemic keeps nurses, personal support workers and therapists from making house calls.

In a worst-case scenario, the agency that arranges in-home care for 24,000 Eastern Ontarians a day could cut back services to only what is considered "essential." That means restricting services to those clients deemed to be at highest risk of being admitted to hospital, or developing life-threatening complications.

The Champlain Community Care Access Centre (CCAC) is also warning of potential delays in scheduled home visits during a potential pandemic.

"Things will not be the same," said Brigitte Emes, who's responsible for emergency preparedness at the Champlain CCAC. "The level of service that we provide in normal times will be different in a pandemic."

To minimize the potential of a staffing shortage, non-essential workers, such as therapists, could be reassigned to do frontline work such as wound care, case management or personal support, said Emes.

To date, the number of swine-flu cases reported among home-care workers and their clients has been relatively small, allowing the system to continue running, said Emes.

In contrast, the OC Transpo strike over the winter caused greater disruptions because a large number of home-care workers rely on public transit to reach clients, said Emes.

But a flu pandemic could seriously strain the home-care system at a time when its workers are most needed to look after a potential surge in frail and vulnerable clients who need help bathing, dressing, eating or managing their medications.

The CCAC's pandemic plan assumes that a resurgence of flu this fall, including the regular seasonal flu and the new H1N1 swine flu, could leave up to 30 per cent of the region's 2,950 home-care workers sick and unable to work.

"The premise for our planning is, how are we going to manage to serve the most-in-need client given the resources that we have on any given day," Emes said.

"It's a matter of having to prioritize clients ... We just have so much staff to provide service so we're maxed out."

The agency is urging home-care clients -- the dying, the disabled, hospital patients sent home early and seniors trying to remain in their homes -- to prepare for the fall flu season by talking with family, friends and neighbours about ways they could do some of the work normally done by home-care workers. In most cases, home care supplements the support already being provided by family and friends.

The Public Health Agency of Canada has issued a similar message, urging Canadians to identify elderly or vulnerable relatives, friends and neighbours who may need help should they get sick with flu this fall.

For home-care clients with family and friends willing to help, training would be provided to ensure, for example, that medications are administered properly, said Emes.

"We will be teaching, as much as possible, other caregivers to be able to do some of the work that we do now," Emes said.

Meanwhile, flu screening, which has been in place since late April, is part of the precautions being taken as home-care workers step up infection control and prevention measures.

Home-care clients or members of their households who report flu-like symptoms trigger measures that ensure home-care workers use gowns, gloves, respirators and face shields to protect themselves.

But a potential challenge could arise if a spike in flu cases results in a shortage of protective equipment for home-care workers, making it unsafe for them to work in clients' homes. That could prevent staff from reporting for duty, making an existing staffing crunch even worse, said Emes.

As recommended under the provincial pandemic response plan, the CCAC has stockpiled a four-week supply of protective equipment for its staff, said Emes. But it's unclear whether the actual home-care agencies it hires, the ones that provide frontline services, have followed provincial guidelines and maintained a stockpile of equipment at their own expense.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Tories have H1N1 plan under control: minister Aglukkaq on defensive at special session; leaves early, to dismay of opposition

BY MEAGAN FITZPATRICK, CANWEST NEWS SERVICE AUGUST 13, 2009

After warning her opposition critics to not "play politics" with the swine flu pandemic, federal Health Minister Leona Aglukkaq met with them Wednesday at a heated House of Commons health committee session and assured MPs that pandemic planning for the fall flu season is well in hand.

The minister and opposition MPs have been at odds and trading accusations over how the Conservative government has handled the outbreak and whether it is adequately prepared to help Canadians when a second wave of the pandemic is expected to hit this fall and winter.

Liberal health critic Carolyn Bennett and New Democratic Party health critic Judy Wasylycia-Leis have been particularly vocal in their criticisms of the minister, saying she hasn't been visible enough on the file and that they have not gotten the answers they want from her or her officials. They requested the special committee meeting, which brought MPs back from their constituencies and clearly irritated the minister.

During a news conference Wednesday morning, in which Aglukkaq announced nearly \$1 million in funding to help small businesses prepare pandemic plans, she said she was disappointed the meeting was called and suggested it was taking people away from important work.

"If my colleagues have any concerns, I am here to speak to them. They do not need to send an open letter to the press or to recall a parliamentary committee meeting in the middle of the summer. They do not need to play politics. This government is hard at work and I am here today to answer any questions," she said.

Aglukkaq appeared at the special health committee meeting later in the day to answer questions, but Bennett and Wasylycia-Leis were outraged when the committee chairwoman announced the minister had to leave and that Chief Public Health Officer Dr. David Butler-Jones would answer any remaining questions.

"I don't know what the minister is going to that is more important than this. ... This is unacceptable," said Bennett, who asked for a full meeting with the minister specifically to talk about First Nations communities and the pandemic.

"This is just unsatisfactory for us to be treated like this as parliamentarians," she said, protesting the minister's early departure.

Conservative MP Joy Smith, the committee chairwoman, twice threatened to suspend the meeting over angry outbursts from Bennett and Wasylycia-Leis.

The minister, who is from Nunavut, said she would be happy to discuss First Nations health "at any time."

During the meeting she stressed she is committed to being transparent with information on the pandemic. She tried to assure the committee that plans are under control and that a lot of work has been done over the summer.

"I know there are critics out there who don't think we've done enough, fast enough, for enough people, but I am confident that the actions taken so far and the efforts we continue to make have and will serve Canadians well," Aglukkaq told the committee. "No matter what comes our way this fall, we are well prepared."

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Early education is a lifeline

BY KATE HEARTFIELD, THE OTTAWA CITIZEN AUGUST 13, 2009

There's a photograph I took in Dharamsala, India, a year and a half ago. The image would have burned itself into my memory even if I hadn't taken a picture.

It's a construction site. There are no huge machines; instead, the site is full of people. Some of the workers are women, carrying bags and baskets on their heads. Some of those women have babies clasped to their hips. Toddlers run amid the rebar and rubble.

This is what childhood looks like in much of the world.

Here in Ontario, we're only now having a serious conversation about what child care should look like for very young children.

Early childhood education tends to be treated as a luxury item for rich societies, something to worry about after the basics of economic development are in place. It's seen as the concern of yuppies with their kids in Montessori. Yet early childhood education is a basic component of a healthy global economy. We cannot narrow the gap between rich and poor without it.

Yesterday, I met Mridula Bajaj, who was in Ottawa visiting her daughter's family. Bajaj is executive director of an organization called Mobiles Creches, which has been working to improve child care in India for 40 years.

"In India, it's a completely different world. People can't even begin to imagine what the situation is like... There's a constant migration from the rural areas to the urban areas, in search of livelihoods and, actually, survival. There's drought, there's famine. So they're moving around and they're basically considered to be unskilled."

Indian law mandates that employers provide child care on construction sites, but it doesn't happen -- or when it does, the child care consists of one harried, unskilled worker in a room packed with dozens of children and no food or supplies. There's little the parents can do about it.

"Right now, they're not in a situation to demand," says Bajaj. "They're dependent on the employers for survival."

Imagine a typical migrant family, of a father and a mother, an eight-year-old daughter and a two-year-old son. Mom and dad go off to work at the construction site, leaving their children back at the labour camp, where the eight-year-old looks after the toddler, while doing all the household work. Needless to say, that eight-year-old daughter isn't going to school. And there's a very good chance both children

are malnourished.

Decent child care, then, frees mothers from having to carry around babies on construction sites. (Bajaj emphasizes that it's not a question of whether poor women in India can work; they have to work, whether they have child care or not.)

It also frees children, especially girls, from becoming housewives and child-care providers while they're still waiting for their front teeth to grow in. It gives them a chance to go to school, which means the next generation just might be able to pay off the debts from the family farm and get out of the cycle of poverty.

And for the young children, it provides a safe place to learn, to get medical care and immunizations, and three healthy meals a day.

That's what Mobile Creches provides in its programs. It has programs for young children, and for older children who need a "bridge" into a school system. But even after 40 years, a civil-society organization isn't able to provide child care for all of the children in India.

So Mobile Creches is also working on teaching communities -- the migrant workers, but especially the more settled and easily organized families in the urban slums -- how to demand decent child care. And Mobile Creches hopes its own programs can serve as a model to the Indian government to show that early childhood education is possible for the poor of India.

It will be difficult to keep the effects of this recession from reverberating through several generations and undoing much of the economic progress that has been made in countries like India. When workers are more desperate, they're less inclined to fight for their rights. India can't afford a generation that has grown up without education or proper nutrition.

So there is no better time than a recession for countries like India, and for donor countries like Canada, to get serious about child care.

Kate Heartfield is a member of the Citizen's editorial board. Blog: ottawacitizen.com/worldnextdoor.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen